



La monnaie locale complémentaire : un acteur d'innovation territoriale ou un gadget “économico-territorial” ?

Frédérique Jacob, Jean-Baptiste Desquilbet, Étienne Farvaque

► To cite this version:

Frédérique Jacob, Jean-Baptiste Desquilbet, Étienne Farvaque. La monnaie locale complémentaire : un acteur d'innovation territoriale ou un gadget “économico-territorial” ?. colloque international innovation et territoires face aux inégalités, May 2019, Rimouski, Canada. hal-02299812

HAL Id: hal-02299812

<https://hal.science/hal-02299812>

Submitted on 28 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**La monnaie locale complémentaire :
un acteur d'innovation territoriale ou un gadget
« économique-territorial » ?**

Frédérique JACOB

Maitre de conférences - ESPE Lille Nord de France

Univ. Lille, EA 4354 - CIREL - Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de

Lille, F-59000 Lille, France

frederique.jacob@espe-lnf.fr

Jean-Baptiste DESQUILBET

Professeur des Universités - Faculté des Sciences Économiques et Sociales

LEM-CNRS (UMR 9221) - Université de Lille

Etienne FARVAQUE

Professeur des Universités - Faculté des Sciences Économiques et Sociales

LEM-CNRS (UMR 9221) - Université de Lille

Projet émergent financé par la MESHS-Lille Nord de France **

** L'équipe du projet émergent est constituée de Frédérique Jacob (géographe), Etienne Farvaque et Jean Baptiste Desquilbet (économistes) et Nadège Pandraud (sociologue)

Communication présentée dans le cadre du colloque

Innovation et territoires face aux inégalités

Université du Québec à Rimouski, 22-25 mai 2019

La monnaie locale complémentaire : un acteur d'innovation territoriale ou un gadget « económico-territorial » ?

Résumé

La monnaie locale complémentaire joue-t-elle un rôle en matière de développement territorial ? C'est cette dimension créative et singulière de l'acteur monnaie que nous souhaitons questionner : peut-on atteindre les promesses d'un futur bénéfique et vertueux, permettant de concilier les objectifs de croissance économique aux enjeux liés à une économie collaborative, participative et de durabilité territoriale ? Comment quantifier l'action territoriale de la monnaie locale complémentaire ?

Abstract

Does the complementary local currency play a role in territorial development? It is this creative and singular dimension of the currency actor that we wish to question: can we achieve the promises of a beneficial and virtuous future, making it possible to reconcile the objectives of economic growth with the challenges linked to a collaborative, participatory and territorial sustainability economy? How to quantify the territorial action of the complementary local currency?

Mots clés

Monnaie locale complémentaire, innovation territoriale, géogouvernance, évaluation



Ce texte est publié par le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est-du-Québec (GRIDEQ) au titre des actes du colloque Innovation et territoires face aux inégalités tenu à l'Université du Québec à Rimouski du 22 au 25 mai 2019.

UQAR **COLLOQUE INTERNATIONAL**
INNOVATION ET TERRITOIRES
FACE AUX INÉGALITÉS



22-25 MAI 2019

22 MAI : CONFÉRENCE INAUGURALE : André Torre
directeur de recherche, Université Paris-Saclay, INRA, AgroParisTech

23 MAI : GRANDE CONFÉRENCE : Paule Halley
professeure titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement,
Université Laval

23 ET 24 MAI : 60 COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUES
réparties dans 16 sessions et deux séances plénières

25 MAI : ATELIER CHERCHEURS-MILIEU « LES ACTEURS DE L'ÉNERGIE : dynamiques et enjeux », avec la participation de
Yves-Marie Abraham, professeur agrégé, HEC Montréal

Un événement organisé par le Département sociétés, territoires et développement de l'Université du Québec à Rimouski en collaboration avec le Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional, de l'Est du Québec, la Chaire de recherche du Canada en Innovation sociale et développement des territoires, l'Association internationale des sociologues de langue française et le projet ATISÉE-UQAR.

Renseignements et inscription :
grideq@uqar.ca

Les propos tenus dans ce texte n'engagent que la responsabilité du ou des auteurs.
Texte en accès libre sur Sémaphore, le dépôt numérique de l'UQAR : <http://semaphore.uqar.ca/>.

GRIDEQ
Université du Québec à Rimouski
grideq@uqar.ca

La monnaie locale complémentaire : un acteur d'innovation territoriale ou un gadget « économique-territorial » ?

Frédérique Jacob, Jean-Baptiste Desquilbet, Étienne Farvaque

Les monnaies locales complémentaires connaissent un essor particulier au niveau international et national depuis le déclenchement de la « crise financière mondiale » en 2007-2008. Pour leurs zéloteurs, l'implantation des monnaies locales complémentaires sous-entend la création d'un monde alternatif annoncé comme meilleur pour l'homme et s'inscrit dans un processus de transition vers un horizon meilleur, ce qui laisserait à penser que la monnaie locale serait impliquée dans l'innovation territoriale. Leurs partisans convoquent la monnaie qualifiée de locale comme un des facteurs d'un développement territorial vertueux, s'inspirant de travaux puisés dans la sphère de l'économie sociale et solidaire (ESS). Prenons pour simple exemple, la MEL (Métropole européenne de Lille) qui projette de créer sa propre monnaie locale à l'échelle de son territoire de compétences, dont les objectifs annoncés sont « d'activer les échanges locaux et de favoriser une économie locale plus solidaire et plus durable en valorisant la production locale et en améliorant les liens entre les habitants » (Marc Godefroy, 2016). Ces argumentaires qui prônent de redynamiser les échanges locaux, de privilégier les circuits courts et de proximité, de promouvoir les liens sociaux sont-ils des effets attendus de la monnaie locale ? Si les coûts de développement et de mise en œuvre peuvent être connus, les bénéfices peuvent-ils être mesurés ? Dans la mesure où les autorités locales consacrent de l'argent public à soutenir le développement de monnaies locales, il nous semble utile de mettre en question ce mode de développement, et d'aborder ce sujet avec un regard différent de ceux qui le promeuvent habituellement. Notre objectif est d'innover en matière d'analyse de développement territorial en proposant une lecture pluridisciplinaire des monnaies locales qui circulent en France, afin d'élaborer des critères d'évaluation renouvelés. Nous savons que l'entreprise est complexe et nous nous accordons avec Régnauld (Régnauld, 1998) sur le fait qu'« une prospective approfondie des impacts territoriaux de la monnaie unique suppose donc une large palette de compétences et de connaissances qu'un chercheur peut difficilement réunir à lui seul ; une telle prospective ne pourrait résulter que d'un travail d'équipe, lourd et nécessairement long ». C'est bien l'ambition du projet émergent financé par la MESHS Lille Nord de France, que de constituer ce réseau de chercheurs afin d'aboutir à l'ébauche, à terme, d'un outil d'aide à la prospective territoriale, outil ni totalement ancré dans un paradigme passé, ni totalement

assujetti au mythe d'un monde meilleur alternatif. S'il n'est pas encore permis à l'équipe pluridisciplinaire constituée d'économistes, géographe et sociologue de répondre à ces vastes champs, l'objectif de cette communication est de présenter la phase exploratoire de la recherche qui s'appuie sur un cas concret, l'étude des discours véhiculés par les sites des monnaies locales françaises. Fréquemment énoncé, le processus programmatique de la monnaie locale serait la création d'un territoire local résilient, économiquement plus attractif, socialement plus juste et respectueux de la nature. Parmi les argumentaires développés par les différents acteurs, initiateurs des monnaies, nous allons tenter d'initier une réponse à la problématique : de quel territoire, la monnaie locale complémentaire est-elle l'acteur¹ ?

Nous allons, dans cette communication, plutôt investiguer le champ de la géographie. D'un point de vue strictement géographique, les concepts et les notions tels *territoire*, *acteurs*, *local*, *proximité*, *résilience*, *gouvernance*, etc. sont manipulés par ces mêmes initiateurs et défenseurs de la création de monnaies locales. Nous sommes face à une multitude de termes qui pris indépendamment sont complexes, ne serait-ce que *territoire* mais qui, croisés, soulèvent de nouvelles problématiques de recherche. Nous partons du postulat qu'il existerait bien une dimension spatiale de la monnaie et celle-ci pourrait s'inscrire au cœur des préoccupations de la géographie, si avec Ferrier (Ferrier, 2005), nous la définissons comme « la science qui étudie les territoires. [...] Elle est aussi l'ensemble des conditions territoriales qui définissent un territoire particulier ». La monnaie semble dotée de capacités à façonner le territoire, ce qui nous fait dire quelle serait un acteur spatial voire territorial. Reprenant Brunet (Brunet, 1992) « l'acteur est celui qui agit », l'acteur n'est donc pas nécessairement un individu, mais l'entité qui agit, le fait selon ses propres motivations. Pour Elias (Elias, 1985), l'acteur est un individu conscient de la liberté et de la portée de ses actes, « l'individu trouve une marge de choix individuel et qui en même temps impose des limites à sa liberté de choix ». En ce sens, la monnaie n'est pas un acteur. Ce que nous postulons, c'est que la monnaie est un objet porteur du pouvoir et des choix de son utilisateur, qui lui est un acteur au sens de Brunet et d'Elias. Cet objet, en tant qu'objet actionnel, voire transitionnel, serait bien un acteur territorial.

C'est par l'étude des sites Internet des monnaies locales que nous allons repérer de quel territoire, la monnaie est-elle l'acteur ? Nous voulons savoir si les promesses associées aux monnaies locales (les objectifs) sont territorialisées, et si parler de monnaie d'un territoire a un sens. Ou bien, quand des objectifs généraux sont évoqués, s'ils le sont en regard des caractéristiques du territoire de la monnaie. D'après ces objectifs choisis par les initiateurs des monnaies locales, est-il possible de parler de territoire de la monnaie ? Enfin, comment est pensée la pérennité de la monnaie locale lorsqu'il n'existe ni connaissances fines, ni potentialités, ni contraintes du territoire ?

Après une partie théorique, faisant un rapide état de l'art en matière de territoire, de monnaie locale et d'innovation territoriale sous le couvert de la monnaie locale, acteur territorial, le second temps de notre communication propose une présentation des expérimentations menées. L'analyse des discours sera menée par le biais de l'analyse lexicale puis sémantique des sites Internet des dites monnaies locales, sur le territoire de la métropole française (excluant très provisoirement la Corse et les DOM-COM). Ce qui nous importe est de démêler les référents scientifiques (ou non) de tous les acteurs impliqués dans la conception des monnaies locales. Une seconde expérimentation

¹ Extrait de la charte des MLC : « chaque MLC se construit à partir de l'identité de son territoire et de ceux qui la portent tout en se reconnaissant dans ce Manifeste. Ce sont ces deux diversités, humaines et territoriales, qui créeront la richesse du réseau [...] ». <http://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/adhesion-mlcc/>

s'attache à repérer quelles sont les caractéristiques territoriales convoquées, si elles existent. Enfin, dans un troisième temps, seront présentés les résultats des relations monnaies locales - territoire, issus de l'analyse de sites, d'en repérer les limites, les impensés, les invariants, etc. Ce sont ces conclusions qui procurent les références et les supports aux travaux constitutifs de l'outil d'aide à la prospective territoriale.

I. Territoire et monnaie, une relation à construire, quelle place pour la géographie ?

Cette recension se veut rapide, elle n'a pas vocation à l'exhaustivité, son objectif est juste de créer un cadre de référence, permettant l'élaboration de critères et indicateurs, facilitateurs des expérimentations.

I-1. D'une géographie des territoires au territoire géographique de la monnaie locale

Nous nous interrogeons sur une possible dimension territoriale de la monnaie locale alors qu'elle est annoncée par les principaux auteurs des sites : les effets spatiaux et économiques sont annoncés pour justifier sa création, sa circulation, etc. Pour ce faire, il nous faut commencer par tenter de circonscrire succinctement ce qu'est le territoire dans la géographie contemporaine tant « le concept est revendiqué (sic) par un panel très divers de géographes » (Ellisalde, 2002).

Sans chercher à produire une longue et exhaustive histoire du mot *territoire*, nous tenons juste à rappeler que selon A. Rey (Rey, 1986), la plus ancienne mention du mot territoire remonte à 1380 dans son orthographe actuelle (et 1278 pour *terretoire*) et que, depuis, lui sont associées quatre acceptions, géographique, juridique, éthologique et médicale. Le plus fréquemment, le territoire est donc renvoyé à l'idée structurale ou géométrique : l'aire (distance, étendue, superficie). Ce qui sous-entend une nécessaire délimitation (limites, frontières), un nom (zone, région, pays, etc.), l'exercice d'un pouvoir (souveraineté, domination ou contrôle : organisation, administration, propriété) et une appropriation (identité, symbole, patrimoine).

Le territoire devient un concept de la géographie employé par de nombreux géographes qui lui confèrent des approches différentes. Les rencontres *Géopoint* de 1982 seraient son lieu et acte de naissance, thème initié notamment par les travaux de thèse de J.P. Ferrier (Ferrier, 1982). La thématique « les territoires de la vie quotidienne » suscite l'utilisation du terme au sens où nous l'entendons aujourd'hui et que résume Deneux (Deneux, 2006) : le territoire « n'est pas seulement une forme matérielle de l'organisation de l'espace, il est aussi ce que chaque individu en fait ». De fait, les liens avec le concept espace sont très tenus, notamment pour les géographes quantitativistes (M. Leberre, R. Brunet, etc.) pour qui le territoire serait englobé dans l'espace. Pour J.P. Ferrier, le territoire relève de l'empirie quand l'espace relève de la théorie. Pour les géographes culturels (Bailly, Béguin, A. Frémont, etc.), il ne serait qu'un des types d'espace, celui du vécu, du perçu. À partir des années 2000, le territoire, jugé trop dépendant de sa représentation cartographique, serait incapable de prendre en compte les mobilités, voire les territorialités plurielles. Pour rendre compte de la fragmentation spatiale, il lui serait préféré les termes de *réseau* (Veltz, 2000) et d'*habiter* (Lazzarotti, 2006) qui prennent en compte une dimension verticale (multiscale, relation aux espaces) et horizontale (relation aux autres). Dans un monde archipelisé (Dolfus, 1996), comment

le territoire pourrait-il prendre en compte des multi-appartenances, quand « des principes de mouvement existent dans toute société et que la territorialité des groupes ne se confond pas avec l'enracinement [...] des faits multiples de changement et de mobilité » (Roncaloyo, 1990).

Ce que nous pouvons conserver comme critères caractéristiques du territoire est qu'il est spécifique et devrait être tout sauf isotrope et isomorphe. De fait, ce qui permettrait, en autres choix, son identification serait une dimension identificatrice (sa localisation, sa dimension, sa forme (et donc ses limites), ses caractéristiques, ses propriétés, ses contraintes, ses atouts, ses rapports à sa propre histoire, son processus d'émergence) qui doit garantir sa pérennité (proposer des capacités de reproduction et la satisfaction des besoins vitaux). Elle serait complétée par une dimension intentionnelle : il faudrait en connaître ses acteurs, leurs intentions, leurs conflits. Il conviendrait de repérer ce qui constitue la connivence identitaire entre les habitants (pas uniquement les usagers de la monnaie, ou à des valeurs de références extérieures) au risque de fabriquer des territorialités de clonage monétaire. La prise en compte des facteurs locaux dans les dynamiques économiques apparaît aujourd'hui comme une évidence et une nécessité (Pecqueur, 2007).

I-2. La monnaie locale, approche géographique

Selon l'angle de la géographie, l'entrée par l'économie sociale et solidaire (ESS) et son corollaire la monnaie locale est un champ émergent. Certes, une géographie de la monnaie naît dans les pays anglophones autour de travaux de A. Leyshon ou S. Hall mais, pour la géographie francophone, les apports sont encore bien rares, soit découlent des approches économiques sur l'espace (Pecqueur, 2006, 2007), soit inspirent de nouveaux travaux complétant le développement spatial (mais quid du développement territorial ?), soit questionnent le rôle des acteurs du territoire. Lorsque la dimension ESS n'est pas explicitement présente, elle sous-tend parfois les travaux sur la durabilité des territoires.

C'est cette dimension territoriale qui est séduisante car peu interrogée à ce jour : le rôle de la monnaie comme acteur territorial local. La géographie a beaucoup à dire lorsqu'il s'agit d'évoquer l'analyse des dynamiques spatiales et territoriales. L'objet monnaie en général et monnaie locale en particulier questionne précisément la pertinence de l'échelle de circulation de la monnaie et ses impacts (voulu par un groupement d'États : l'Euro ; un État : la couronne suédoise ; ou une collectivité territoriale, région, Métropole : la monnaie de la région Normandie, le RolloN ou la future monnaie locale de la MEL). Il interroge donc de fait, la mise en valeur de l'exercice de compétences (Guyomart, 2013) des différents acteurs concernés par l'implantation d'une monnaie locale. Après l'introduction de l'Euro, des travaux avaient été menés sur la complexité de prendre en compte l'objet monnaie dans toutes ses dimensions spatiale, sociale et temporelle (Grasland *et al.*, 2005) en s'appuyant sur la circulation des pièces euro étrangères, travaux qui serviraient de base à l'étude de la circulation de la monnaie locale et l'établissement de contacts directs ou indirects entre les membres d'un territoire. Cette étude est possible car les pièces relèvent de la compétence des autorités nationales, elles possèdent une face commune et une face nationale, distinctive (le profil du roi en Belgique, la Semeuse en France, etc.) et peuvent être identifiées. L'intérêt est de repérer si de nouveaux réseaux sociaux et économiques émergent ou si l'héritage de pratiques perdure, champ exploratoire intéressant tant sur le plan théorique qu'empirique. Le deuxième champ d'interrogations convoqué concerne la pertinence de la monnaie comme outil d'aménagement territorial, correctif des effets de la mondialisation. Consécutive de l'approche par le développement spatial local, la mise en place d'une monnaie locale a-t-elle des impacts

territoriaux ? Particulièrement comment sont pensés les temps de formation/information de tous les usagers/citoyens à la dite-monnaie : peut-on parler de co-construction ? Comment donner du sens à une monnaie ? Qu'elle ne soit pas qu'à destination des convertis ou qu'une monnaie ludique. Comment fait-on pour que les savoirs des populations et les connaissances des experts communiquent vraiment ? Ce sera un des points forts à développer dans le projet émergent dont cet article est un premier éclairage.

I-3. La monnaie, acteur d'innovation territoriale

La littérature scientifique évoquant les effets et impacts d'une nouvelle monnaie (voire même d'une monnaie vernaculaire) sur un territoire est peu fournie, au moins en langue française. Selon H. Régnault (Régnault, 1998), les disciplines, géographie et économie, s'accorderaient mal : « dans la sphère de la pensée économique, les spécialistes de la monnaie et les spécialistes des territoires sont aux antipodes ; le territoire est d'ailleurs une notion largement étrangère à la science économique, tant l'économie spatiale se situe à la marge de cette discipline ». C'est ce qui rend ce projet émergent soutenu par la MESH, sans précédent, et donc d'autant plus réjouissant. La difficulté est de s'appuyer sur une monnaie nouvelle et émergente. Quelques travaux ont été menés lors de la mise en place de l'euro et ont tenté de faire de la prospective territoriale. Selon H. Régnault (Régnault, 1998), « le passage, en Europe, de monnaies multiples à une monnaie unique n'est pas une simple affaire monétaire ou macro-économique ; il comporte aussi des enjeux territoriaux. Ces enjeux doivent être analysés à la lumière des tendances lourdes à l'œuvre dans les espaces européens, qu'elles soient propres à l'Europe ou plus généralement relatives à l'évolution du système économique mondial. [...] les arbitrages qui seront faits sur les variables monétaires, agricoles et institutionnelles finiront de dessiner le paysage territorial d'une Europe à monnaie unique ». Il s'interroge « au moment où se met en place la monnaie unique, suprême espoir de l'affirmation géopolitique d'une Europe-puissance, et simultanément crainte extrême – justifiée ou non ? – d'une précarisation accentuée des régions les plus faibles et des couches sociales les plus fragiles. L'Europe n'est-elle pas en train de se transformer en machine à fabriquer de la divergence territoriale tout comme de l'exclusion sociale ? ». Dans l'article, H. Régnault propose deux scénarii territoriaux s'appuyant sur des variables économiques (prise en compte de l'inflation, euro fort), monétaires (externe comme la parité euro-dollar, interne comme l'élargissement de la zone euro) multiscalaires (mondialisation, etc.) et pluri-actuelles (firmes multinationales, Commission Européenne, etc.). Il propose un scénario qu'il qualifie de *catastrophe* et qu'il nomme la divergence des hiérarchies. Selon lui, les choix de gestion des différentes variables, évoquées ci-dessus, et notamment faire le choix d'un euro fort face au dollar, conduirait à défavoriser systématiquement la périphérie et déboucherait sur un décrochage des régions d'Europe du Sud en termes d'emplois et de revenus. H. Régnault prévoit une double divergence territoriale entre pays et entre régions et de plus, la concentration des activités sur ce qu'il nomme alors « la banane bleue » (terme initié par R. Brunet) qualifiée aujourd'hui de dorsale européenne. Il pressent aussi la volonté d'indépendance de certaines régions riches qui ne veulent plus payer pour les plus pauvres, telles la Catalogne ou la Padanie : « le schéma spatial européen s'affirme en une surconcentration d'activités et de pollution en son centre et en une périphérie de loisirs et de retraite, avec de vastes zones rurales désertées ». Le second scénario, qualifié d'acceptable repose sur la divergence de variété. Il repose sur le choix d'une parité durable : un euro = un dollar, ce qui, toujours selon Régnault impliquerait une meilleure résistance de l'agriculture, notamment dans les pays du sud, un maintien des activités industrielles, à défaut de nouvelles implantations et une meilleure répartition des emplois dans toutes les zones de l'Europe.

II. L'analyse des sites des monnaies locales françaises

Il n'a pas été aisé de repérer les sites des monnaies locales françaises. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés dans un premier temps sur le site gouvernemental, Bercy Infos Particuliers et la page « qu'est-ce qu'une monnaie locale ? » qui envoie par un lien vers le site du « réseau monnaies locales complémentaires citoyennes² ». Ce réseau regroupe les monnaies adhérentes au réseau, pas nécessairement françaises, pas nécessairement en circulation puisque les projets sont eux aussi répertoriés³. Grâce au support cartographique, les monnaies sont localisées, une légende permet de savoir si la monnaie circule, si elle est au stade de projet ou si elle a cessé de fonctionner. Néanmoins, il faut cliquer sur chaque monnaie pour obtenir les informations, notamment l'adresse du site de la monnaie. Grâce aux moteurs de recherche, nous avons complété cette première recension : ainsi Wikipédia propose un tableau de 62 monnaies locales en France métropolitaine (mais la page ne semble plus actualisée depuis plusieurs années et s'appuie fortement sur le site réseau MLCC). Après requêtes variées, croisées, vérifiées, à ce jour (début mai 2019) nous avons pu repérer 64 sites de monnaies locales en circulation⁴ sur le territoire métropolitain (Corse et Drom-Com sont encore temporairement exclus).

II-1. L'analyse de discours véhiculés par les sites des monnaies locales

Nous partons du postulat que les sites des monnaies locales, grâce à leurs capacités et volonté de diffusion de l'information, sont les meilleures sources à étudier car construits par les initiateurs des monnaies eux-mêmes et qu'ils sont donc susceptibles de proposer les données territoriales de références. Il n'existe à notre connaissance aucune autre source, comme l'existence d'un répertoire gouvernemental des monnaies qui centraliserait ces informations. Une fois repérés, la très grande variété des sites de monnaie locale ne favorise pas la collecte d'informations. La navigation dans le site n'est pas toujours aisée, les menus déroulants pour accéder aux principales rubriques du site ne sont pas toujours clairs et les contenus hiérarchisés. Il est à noter qu'ils sont souvent l'émanation de bénévoles, ce qui ne facilite pas toujours l'accessibilité des informations et explique aussi que la mise à jour des informations soit très aléatoire d'un site à l'autre. Il est souvent difficile de savoir à quand remonte la dernière mise à jour ou la dépose d'informations et de fait, si celles-ci sont actualisées.

Nous avons fait le choix, parmi le grand nombre de logiciels qui permettent d'analyser un corpus de textes, de privilégier des logiciels open source (d'accès gratuit tout du moins pour les chercheurs). Nous avons retenu le logiciel Iramuteq⁵ (téléchargé librement sur notre ordinateur) et Sémato⁶ (logiciel WEB, en ligne, d'analyses mixtes qualitatives et quantitatives). Ces deux

² Réseau MLCC créé dans les années 2010, dont l'objectif est de mutualiser les pratiques, par la création d'un site, une charte des valeurs commune etc. <http://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/>

³ Évidemment, cela soulève la question de l'analyse des monnaies non adhérentes au réseau MLCC.

⁴ Tout du moins qui se définissent comme telles, une analyse ultérieure devra montrer si toutes les monnaies ici considérées sont véritablement des monnaies locales complémentaires.

⁵ IRaMUTeQ : logiciel libre distribué sous les termes de la licence GNU GPL (v2). Développé au sein du Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (LÉRASS, Université de Toulouse) et soutenu par le LabEx « Structuration des mondes sociaux », <http://iramuteq.org/>

⁶ Sémato : logiciel développé, entre autres, par Pierre Plante, de la faculté des sciences humaines de l'UQAM. <http://semato1.uqam.ca/guidexpert-ato/gea-top.asp>

logiciels nécessitent plusieurs étapes de mise en forme des corpus avant analyse (que nous ne détaillerons pas ici mais qui requièrent un codage des textes rigoureux et fastidieux). Nous n'expliquerons pas ici les démarches nécessaires pour obtenir des résultats analysables. Nous orientons les lecteurs vers la thèse de J.M. Turc (Turc, 2012) où la présentation du logiciel Sémato est explicitée pas à pas.

II-1-1. L'analyse lexicologique textuelle (l'analyse de similitude et la classification de Reinart)

L'analyse s'applique à deux corpus constitués à partir des écrits collectés dans les seuls 61 sites repérés qui proposent à la fois une charte des monnaies et des écrits informatifs évoquant les monnaies locales (nous n'avons pas pu repérer de charte sur les sites des monnaies Sol-Violette, Luciole et Miel). Ce choix de corpus est double. Dans un premier temps, il s'agit de comparer les objectifs de la monnaie que chaque utilisateur doit reconnaître comme valeur d'utilisation, et qui, de fait, sont clairement énoncés dans la charte et donc très prescriptifs, d'un écrit plus large qui serait informatif et explicatif pour les lecteurs des sites, qui ne sont pas nécessairement de futurs utilisateurs de la monnaie locale. De plus, la constitution du corpus « charte » relève de l'objectif, puisqu'elles sont collectées dans leur intégralité sans aucun ajout ou retrait de notre part, telles qu'elles ont été écrites, quand prélever les discours nécessite une part de subjectivité, dans le choix des extraits retenus, lors de la collecte, mais qui ont été recueillis sans être modifiés. En effet, la très grande diversité des sites en ligne, de leur organisation, de leurs contenus ne facilite pas la collecte des informations. Certains sites privilégient l'image (dessin, graphiques) ou de petits films d'animation ou d'extraits de conférences, de MOOC, etc. lorsque d'autres préfèrent de longs textes. La taille des textes varie donc de quelques lignes (site Kroco, monnaie de Nîmes) à plus d'une page (sites monnaie Eusko, monnaie du Pays Basque ou Racine, monnaie de « autour de la vallée de Chevreuse »). L'analyse statistique permet de comprendre les priorités des sites puisque c'est la fréquence des mots qui est à la base de l'analyse. L'analyse qualitative n'est, de ce fait, pas complète, c'est la raison pour laquelle nous complétons en recourant au logiciel Sémato.

II-1-2. L'analyse sémantique (Sémato)

Nous procédons à une analyse textuelle afin d'en extraire le sens (et non pas la forme). L'objectif de l'analyse est de faire émerger des thématiques, communes et diverses à la fois, à partir des informations qualitatives énoncées. Il s'agit de s'interroger sur le sens des informations véhiculées inhérents à la monnaie locale et celles relevant du territoire. L'analyse s'applique sur un corpus de 65 textes, soit les 64 écrits informatifs prélevés dans les 64 sites des monnaies locales auxquels nous ajoutons le Manifeste des monnaies locales⁷. Nous voulons savoir quels sont les discours qui sont proches, sémantiquement parlant, les uns des autres, et notamment si le manifeste est le texte de référence.

⁷ Le manifeste a, nous citons, « pour seul objet d'établir clairement les liens qui relient les différentes monnaies locales complémentaires en déclarant les valeurs communes auxquelles elles se rattachent, sans entamer l'individualité de chacune d'elles. » <http://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/adhesion-mlcc/>

II-2. Le territoire au prisme des sites des monnaies locales

En complément à l'analyse textuelle, nous avons souhaité repérer l'information territoriale véhiculée par les sites des monnaies locales. Nous allons mener une collecte assez large des informations présentes dans les sites et les classer selon des critères évoqués lors de la partie I, soit sous les deux angles que sont la dimension identificatrice et la dimension intentionnelle. Nous nous

Facette Identificatrice du territoire	Localisation
	Espace créé pour la monnaie
	Dimension/superficie
	Formes et limites
	Carte dédiée
	Support numérique
	Nombre d'usagers
	Nombre de partenaires
	Somme en circulation
	Nom de la monnaie - justification patrimoniale
Pérennité De la monnaie	Besoins vitaux à prendre en compte (ressources existantes - besoins vitaux possibles (partenaires))
	Nombre d'usagers à atteindre pour monnaie viable
	Nombre de monnaie à mettre en circulation pour projet viable
	G = généraliste L = exemple local
Facette Intentionnelle pour le territoire et ses habitants	Nombre d'emplois à créer
	Monnaie solidarité - entraide - lien
	Monnaie choix de consommation produits bio
	Respect du vivant
	Dédoublment de la monnaie pour projets locaux
	Circulation de la monnaie
	Relocalisation économie locale fidéliser les clients
	Lutte contre travers économie réelle spéculation paradis fiscaux
	Résilience
	Défendre patrimoine et savoir faire local
	Pédagogie de la monnaie
	Circuits courts
	Circuits de proximité /ocale

sommes appuyés sur les définitions les plus usuelles du concept de territoire repérées chez des géographes de périodes ou de courants différents pour définir les critères et indicateurs de la facette identificatrice. Ainsi, par exemple, nous retenons comme critère qu'un territoire doit être limité. Pour se faire, comme indicateurs, nous rechercherons si des cartes sont présentes sur les sites, de quel type de cartes il peut s'agir et si une limite est bien tracée sur le support cartographique. Nous repèrerons aussi si le territoire préexiste (collectivité territoriale, pays, etc.) ou au contraire s'il est créé spécifiquement pour la circulation de la monnaie.

La précision du nom et sa localisation en sont les indicateurs. Pour la facette intentionnelle, nous avons retenu les objectifs annoncés par le Manifeste des monnaies locales (charte et valeurs). Nous avons retenu des objectifs clairement économiques, quantitatifs, par exemple la création d'emplois, le dédoublment de la monnaie, soit comme indicateur le montant et le devenir des euros placés, mais aussi des objectifs sociaux, plus qualitatifs, comme ceux relevant d'une monnaie sociale développant l'entraide et la solidarité, de la création de circuit court ou de proximité. Chacun de ces critères a été envisagé selon deux sous-catégories, une d'ordre général, est-il cité ou pas dans le texte informatif et une d'ordre local, est-il clairement identifié pour le territoire de la monnaie ? Ainsi, un site peut évoquer la création d'emplois mais sans en donner d'objectif précis, en nombre et en destination. Même constat pour le dédoublment de la monnaie qui peut être annoncé sans que ne soit précisé quelle somme, pour quelle association et qui décide de l'attribution de ces fonds, etc.

Le troisième angle est celui de la pérennité de la monnaie. Les critères qui garantiraient la viabilité de la monnaie dans son territoire de référence sont-ils au moins pensés, somme en circulation, nombre d'utilisateurs au regard de la population, les besoins vitaux à satisfaire et donc à produire localement, et étude des capacités humaine, économique et même environnementale pour y parvenir, etc.

Figure 1 : Extrait de la grille synthétique pour l'analyse des sites des monnaies locales

III. Des sites qui évoquent le local mais pas le territoire au sens de la géographie

Nous rappelons que la recherche est émergente, et que les résultats présentés proposent un premier état de connaissances et de réflexion fixées et nécessaires sur lesquelles l'équipe pluridisciplinaire pourra s'appuyer pour la poursuite des travaux.

III-1. Statistiques textuelles classiques (logiciel Iramuteq)

Les analyses ont donc été menées en deux temps, nous commencerons par présenter les résultats de la série d'analyse sur l'ensemble des sites (65). Puis dans un second temps, présenterons les résultats des études comparatives des discours informatifs et des chartes.

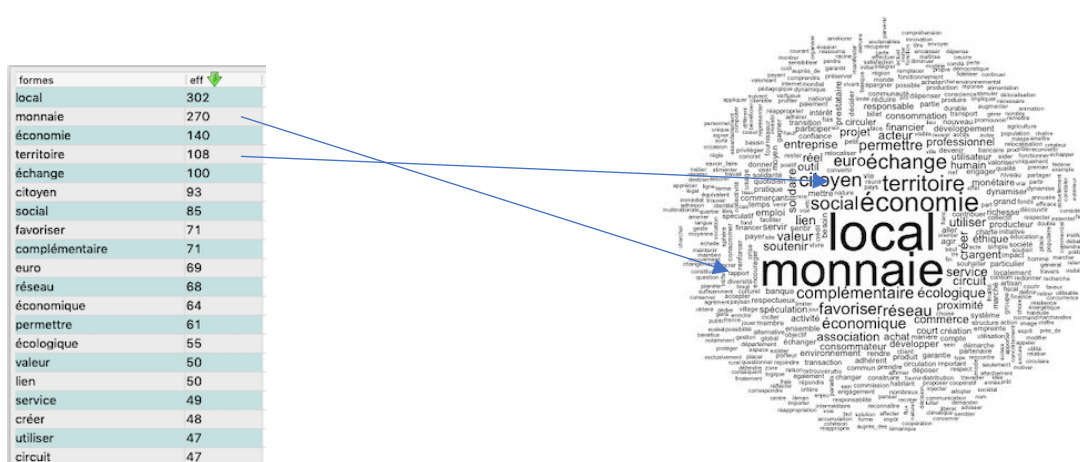


Figure 2 : Table des mots aux effectifs les plus fréquents et nuage de mots - l'ensemble de sites des monnaies locales françaises (65 sites) générés par le logiciel Iramuteq. Source F. Jacob, 2019

Si ce nuage a avant tout une valeur de présentation, et nous ne lui accordons que cette valeur, il n'en demeure pas moins qu'associé à la table des mots, il nous renseigne sur les mots les plus fréquemment cités, ceux qui ont les plus fortes occurrences : *local* (302), *monnaie* (270), *économie* (140 plus 64 pour *économique*, soit 204), *territoire* (108), *échange* (100), *citoyen* (93), *social* (85). Le vocable local peut être associé soit à la monnaie, qui peut être locale, et/ou au territoire, qui peut être à l'échelle locale.

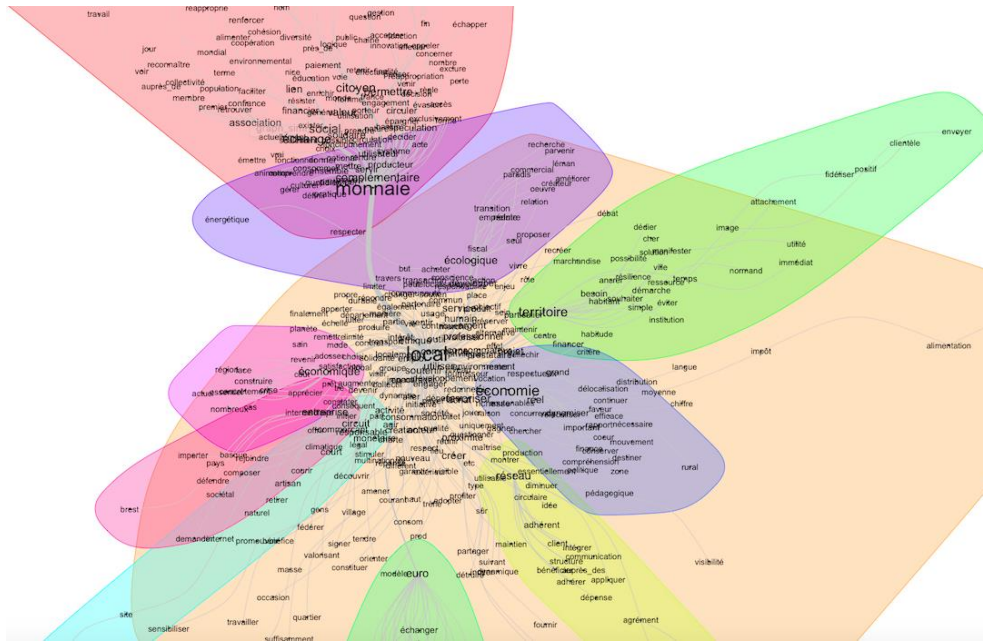


Figure 3 : Extrait du graphe analyse des similitudes de cooccurrences généré par Iramuteq.
Source F. Jacob, 2019

La Figure 3 montre que les vocables *monnaie* et *local* structurent les discours. Un seul thème se superpose aux deux aires, il s'agit du thème *écologique* qui recouvre en partie le *local* par le champ de la *transition énergétique* mais aussi économique puisqu'il est question des *paradis* et celui de la *monnaie* qui favorise par l'utilisation de la *monnaie complémentaire* pour *décider* d'*actes* et des *pratiques* de *consommation* auprès de *producteurs*. Pour l'aire du vocable *monnaie*, un seul champ peut être repéré. Si les occurrences *citoyen*, *social* et *échanges* sont importantes, elles se recoupent trop pour individualiser des thématiques distinctes. Pour *local*, 7 thématiques se distinguent représentées par des halos de couleurs différentes : *euro*, *économique*, *réseau*, *économie*, et *territoire*. L'*euro* s'individualise très bien, son aire ne recoupe aucune autre (elle est même en partie hors du champ du local quand il s'agit d'évoquer le fonctionnement voire le devenir du dédoublement de l'euro). Il est à noter que l'aire est dans local et pas monnaie, ce qui montre bien l'opposition entre les deux systèmes monétaires. *Réseau* crée aussi une thématique spécifique qui explicite l'intérêt du collectif, particulièrement pour les prestataires qui ont intérêt à adhérer pour être visibles dans le local physiquement et qualitativement. L'aire du vocable *économie*, insérée dans l'aire du local sous-entend l'opposition entre la mondialisation (occurrence *délocalisation*), soit l'échelle globale, et l'échelle locale, échelle du *réel* plus *efficace* et surtout avec la volonté *pédagogique*. Concernant territoire, le mot est associé, entre autres, à *besoin*, *habitant*, *résilience*, *institution*, *ressources*, *ville*, *fidéliser*, *image*. On repère ici, des références au territoire tel que le définissent des géographes notamment au sens de M. Leberre (Leberre, 1995), qui définit « le territoire comme la portion de la surface terrestre, appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux ». Reste à définir comment se décide ou se construit la portion, ce que sont les besoins vitaux de la population qui y réside.

On compare ensuite les deux corpus, constitués de 61 textes chacun, 61 constitués d'extraits prélevés dans les sites et 61 constitués des chartes, afin de repérer les différences entre le discours informatif, destiné à tous les lecteurs, et l'ensemble des règles de fonctionnement qui serait alors le discours déclaratif et intentionnel, destiné aux utilisateurs.

formes	eff
local	282
monnaie	256
économie	132
territoire	97
échange	93
citoyen	88
social	82
réseau	66
favoriser	64
euro	64
complémentaire	64
économique	60
permettre	58
écologique	53
valeur	48
association	46
lien	46
acteur	45
créer	45
circuit	44



formes	eff
local	224
monnaie	176
économie	107
favoriser	96
citoyen	82
social	82
échange	79
économique	76
service	66
territoire	64
complémentaire	62
valeur	56
humain	55
engager	55
association	54
environnement	52
production	52
outil	51
lien	50
développement	47



Figure 4 : Tables de mots (effectifs) et nuages de mots générés par Iramuteq pour les sites (61) proposant à la fois un discours informatif (gauche) et une charte (droite). Source F. Jacob, 2019

Comme on le voit à la figure 4, les trois termes : *local*, *monnaie* et *économie* sont les trois formes les plus citées pour les deux corpus et conservent le même ordre, pour les termes suivants l'ordre change. Ainsi *territoire* qui arrive en 4^e position des textes informatifs (compté 97 fois) n'est plus que 10^e (compté 64 fois) dans les chartes. Le premier verbe (en effectif) *favoriser* est comptabilisé 64 fois et au 9^e rang dans les sites et 96 fois (4^e rang) dans les chartes. Les termes *territoire* et *favoriser* s'inversent entre les deux corpus en rang et en effectif. Dans les textes informatifs, le territoire est le support de la monnaie locale, mais c'est bien celle-ci, selon les chartes, qui rend possible l'action, qui permet le développement. Les termes *social*, *citoyen* et *échange* sont présents dans les deux corpus à des rangs similaires. Les termes *réseau*, *euro* et *circuit* qui sont nécessaires à la compréhension du fonctionnement de la monnaie locale disparaissent des chartes. Ils sont « remplacés » dans les tables des vingt premiers mots par *outil*, *service* et *développement* qui qualifient le rôle de la monnaie locale. L'ambition de la monnaie locale semble donc viser un développement économique plutôt que territorial et ce qui paraît valorisé, ce sont les *échanges*, le *social* et les *citoyens*. La monnaie locale est sans aucun doute perçue comme un outil au service du développement, donc sociale et citoyenne avant d'être un marqueur identitaire et donc territorial. Ceci constitue donc une forme de paradoxe, étant donné les discours tenus par les partisans de ces systèmes.

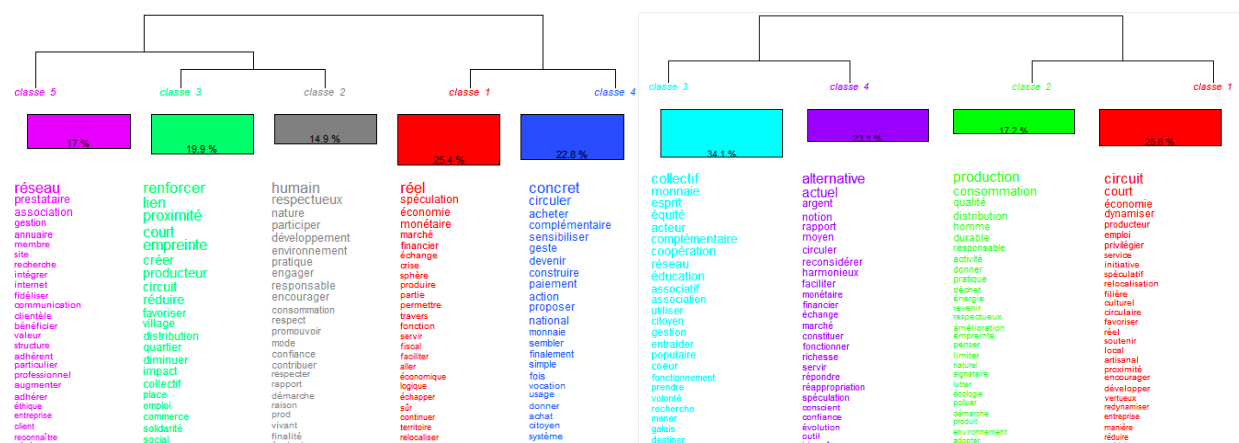


Figure 5 : Dendrogrammes des classes, méthode de Reinert des sites (à gauche) et des chartes (à droite). Source F. Jacob, 2019

L'analyse statistique des sites (voir la figure 5) montre que la classe 5 (en violet) constitue la première classe apparue. La classification se caractérise par deux ensembles de classes emboîtées, les classes 3 et 2 (verte et grise) et les classes 1 et 4 (rouge et bleue). Cette partition emboîtée souligne que les classes comportent des profils lexicaux proches. Pour la classe 5, nous pouvons considérer que les mots rassemblés dans cette classe : *réseau*, *prestataire* renvoient plutôt au fonctionnement de la monnaie locale : la constitution d'un réseau d'adhérents qui partagent les mêmes valeurs. Pour les deux autres classes 3 et 2, les mots rassemblés : *renforcer*, *lien*, *proximité*, *humain*, *respectueux*, c'est l'approche durable de la monnaie que l'on peut repérer s'appuyant sur les trois piliers du développement durable et sur l'importance du local. Enfin, les classes 1 et 4, qui regroupent les vocables *réel*, *concret*, *spéculation*, *circuler*, montrent l'approche économique et le positionnement de la monnaie locale par rapport à la monnaie nationale. Nous pouvons conclure que les discours informatifs des sites s'articulent autour de trois constituants majeurs à partir de trois des trois classe et ensembles de classes que sont le fonctionnement de la monnaie, son intérêt pour une proximité durable et enfin, son rôle économique. Il est à noter que jamais le mot *territoire* n'apparaît dans une de ces classes. Ce qui montre qu'il n'est pas proche des trois thématiques. Pour les chartes, il n'existe pas de classe isolée, mais deux ensembles de classes emboîtées, les classes 3 et 4 (bleu ciel et violet) et les classes 2 et 1 (vert et rouge). Pour les classes 3 et 4, les mots rassemblés sont *collectif*, *monnaie*, *équité*, *acteurs*, *coopération*, *éducation*, *alternative*, *argent*, *moyen*, ce sont les objectifs sociaux portés par la monnaie locale. Pour les classes 1 et 2, *production*, *consommation*, *qualité*, *durable*, *responsable*, *circuit court*, *emplois*, *service*, *relocalisation*, *local*, *proximité* ce sont les enjeux économiques de la monnaie locale. Pour les chartes, le vocable *territoire* n'est dans aucun des constituants majeurs des chartes que sont les objectifs sociaux et les enjeux économiques.

On peut conclure que des notions géographiques sont bien présentes dans les sites des monnaies locales, notamment par la présence du vocable *local* qui détient la plus forte fréquence de toutes les cooccurrences, à la fois pour les textes informatifs et les chartes. On peut comprendre le lieu comme le **point**, qui constitue un des éléments de base de la morphologie spatiale, base théorique de l'analyse spatiale. *Réseau*, cooccurrence fréquente, mais aussi titre de catégorisation suggère la **ligne**, autre élément constitutif de la théorie spatiale. Il manquerait bien le troisième attribut la **surface**, l'espace délimité (à défaut d'être approprié). Si le mot *territoire* est abondamment utilisé, particulièrement dans les discours informatifs des sites, il ne l'est pas dans le sens de surface, espace délimité. Il n'est pas non plus considéré comme un support, il n'est pas constitutif de la création des monnaies locales, dont les objectifs sont bien inscrits dans l'ESS. C'est bien là une contradiction fondamentale puisque la monnaie locale se veut moins a-territoriale que l'économie orthodoxe, puisqu'ancrée dans la proximité et le réel. C'est donc un second paradoxe que soulève notre analyse.

III-2. L'analyse sémantique (Sémato)

La première requête porte sur les monnaies locales et leur proximité en termes de discours informatif.

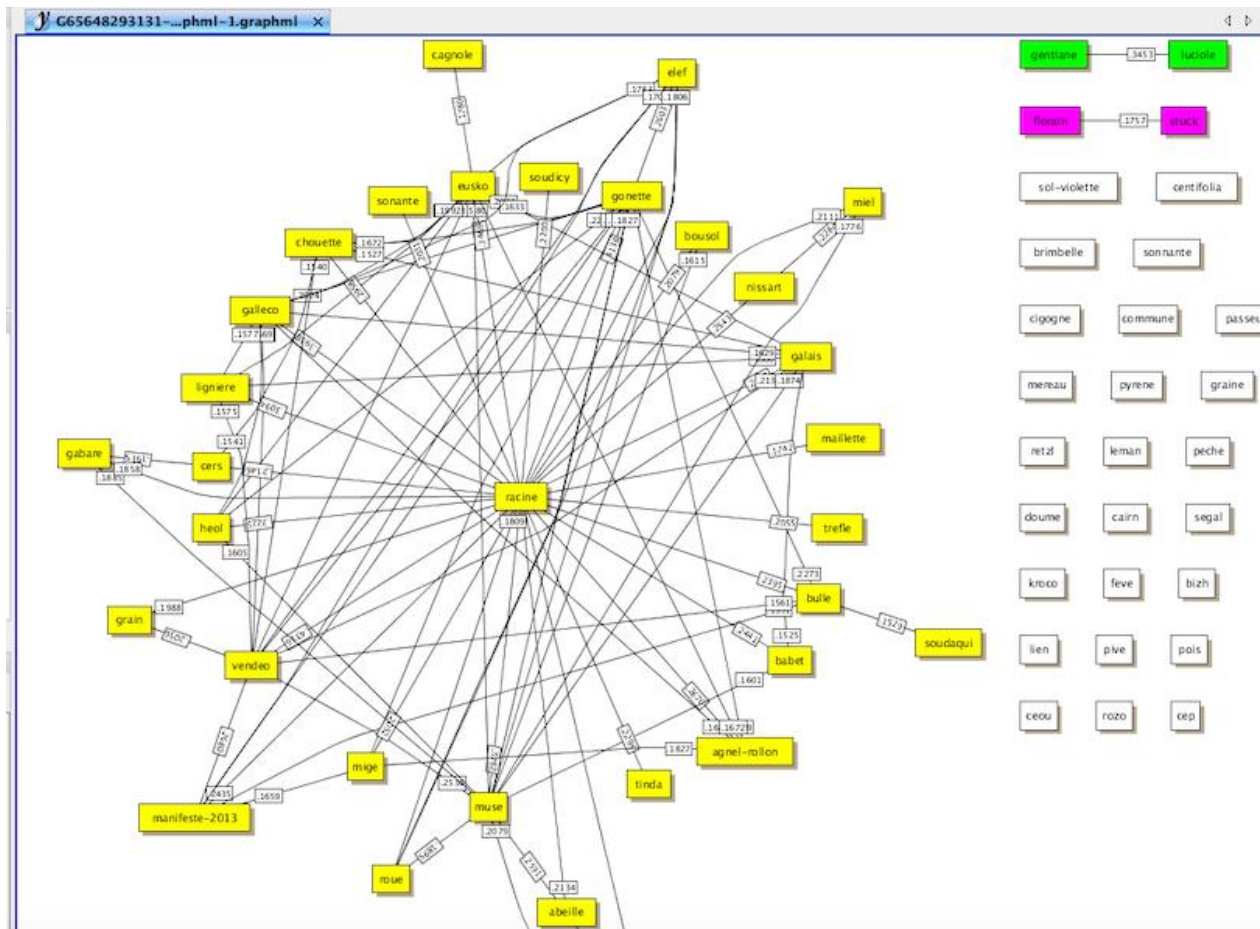


Figure 6 : Les réseaux sémantiques des monnaies locales générés par Sémato et le logiciel Yed.
Source F. Jacob, 2019

Pour les 65 sites (64 sites de monnaie locale + le manifeste des MLC), 3 réseaux sont trouvés, qui correspondent à 3 îlots de forte ressemblance, identifiés par des couleurs (jaune, vert et violet). Les monnaies blanches sont des discours non intégrés à aucun des réseaux de la configuration focus. Ils ne se ressemblent pas assez entre eux pour créer de nouveaux réseaux et ne ressemblent pas suffisamment à aucun des 3 réseaux pour s'y intégrer. On constate que plus de la moitié des sites ont des champs sémantiques proches et créent un réseau centré sur le site de la monnaie Racine qui est donc celle qui a le plus grand nombre de proximité sémantique avec d'autres monnaies. Ces 31 sites de monnaies ont des discours très proches, ce qui laisserait supposer que les informations qui les relient montrent une belle homogénéité ; 4 sites ont des discours qui sont proches, deux à deux (*Gentiane - Luciole* et *Stück - Florain*). 25 sites ne constituent aucun réseau.

Une autre requête, le graphe express, présente dans un même graphique les champs sémantiques et les synapsies de l'ensemble des cooccurrences. Souvent, les graphes ainsi créés sont trop volumineux pour être visualisés dans leur intégralité (ce qui est le cas pour notre corpus). Effectué

(économique et écologique), notamment en favorisant la proximité par le biais des circuits courts. Ce qui interroge encore les paradoxes de cette monnaie, puisqu'un circuit court se définit en nombre d'intermédiaires et non de proximité spatiale. Enfin, *Territoire* constitue 9 synapsies (dont *vie*, *développement*, *association*) ce qui est peu au regard de *monnaie* (14), *réseau* (14) et même *local* (17), il est proche de *vie*, *service*, de *développement* et d'*association*. Le sens est bien celui de support pour des services et des associations (indirectement donc des monnaies).

III-3. Méthode d'analyse manuelle des sites : critères et indicateurs territoriaux

Pour poursuivre cette exploration lexicologique et sémantique, nous allons présenter les résultats de l'analyse qui répond aux mêmes finalités, repérer si les sites évoquent des territoires de la monnaie ou des monnaies de territoire et en complément comment est pensée la pérennité de la monnaie locale. Les 64 sites seront passés au crible de la grille (figure 8) dont les critères ont été explicités en partie II.

		Abeille	Céou	Babet	Rozo	Segal	Soudicy	Fève	Cagnoli	Gonette	Miel	Cairn	
Facette Identificatrice du territoire	Localisation	x		x	x	x	x	x	x	x	x	x	
	Espace créé pour la monnaie												
	Dimension/superficie												
	Formes et limites											x	
	Carte dédiée										x	x	
	Support numérique			x	x	x		x		x	x	x	
	Nombre d'utilisateurs												
	Nombre de partenaires	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Pérennité De la monnaie	Somme en circulation								x			x	
	Nom de la monnaie - justification patrimoniale					x							
	Besoins vitaux à prendre en compte (ressources existantes -)												
	Besoins vitaux possibles (partenaires)								x				
	Nombre d'utilisateurs à atteindre pour monnaie viable												
Facette Intentionnelle pour le territoire et ses habitants	Nombre de monnaie à mettre en circulation pour projet viable												
	G = généraliste L = exemple local	G	L	G	L	G	L	G	L	G	L	G	L
	Nombre d'emplois à créer			x		x		x	x		x		
	Monnaie solidarité - entraide - lien	x	x		x	x	x	x	x	x	x	x	
	Monnaie choix de consommation produits bio	x		x				x					
	Respect du vivant	x	x			x	x	x	x	x	x	x	x
	Dédoublement de la monnaie pour projets locaux	x		x						x	x	x	
	Circulation de la monnaie					x		x		x			
	Relocalisation économie locale fidéliser les clients	x		x		x	x			x		x	
	Lutte contre travers économie réelle spéculation paradis fiscaux	x		x	x		x	x		x		x	
	Résilience									x			
	Défendre patrimoine et savoir faire local			x			x						
	Pédagogie de la monnaie	x	x			x		x			x		

Pour la facette identificatrice du territoire, ce que nous constatons, c'est que tous, à l'exception d'un site, celui de la monnaie locale Céou (sic !), nomment l'espace où circule la monnaie locale : une commune, un bassin de vie, une région, etc. En revanche, il n'est que rarement expliqué pourquoi ce choix d'espace-support qui est toujours préexistant à la monnaie. Le support cartographique est présent pour plus de la moitié des sites mais il s'agit exclusivement d'une carte généraliste sur laquelle sont positionnés les prestataires, chez qui il est possible d'acheter en monnaie locale. Pour tous les sites actuellement étudiés, la localisation et le nombre de prestataires sont indiqués, c'est une information récurrente.

Figure 8 : extrait de la grille synthétique établie pour l'analyse des sites Internet des monnaies locales.
Source F. Jacob, 2019

Le choix du nom de la monnaie est très rarement explicité et rarement mis en lien avec le territoire de référence (son histoire, ses ressources, etc.). C'est parfois explicite comme l'Eusko au Pays Basque, la Cigogne en Alsace, Centifolia à Grasse, mais parfois implicite comme la Gonette à Lyon, le Babet en Franche-Comté ou encore l'Elef à Chambéry mais encore faut-il avoir les clés de lecture du territoire. Et parfois, c'est plus difficile comme le Soudicy, la Miel ou la Fève. Il n'y

a aucune indication de superficie, et rarement de limites (sauf pour le site de Cairn). Il n'est donc jamais spécifié quelle devrait être la taille limite du territoire de la monnaie (en superficie et nombre d'habitants). Il n'est pas non plus annoncé de données pour la pérennité de la monnaie, et très rarement d'objectifs précis à atteindre par la mise en œuvre de la monnaie.

Pour ce qui relève des objectifs économiques quantitatifs, comme la création d'emplois, la capacité du territoire à couvrir les besoins vitaux ou quotidiens, il n'y a jamais de données précises, ni de l'état initial ni de l'état à atteindre. Pour les objectifs plus qualitatifs, le flou est encore plus grand.

Par l'étude lexicologique des sites des monnaies locales françaises, on repère que le vocable *territoire* est fréquemment utilisé. Pour autant, il semble bien être un impensé, un simple support désincarné. On peut s'interroger si le vocable *réseau* ne serait pas le plus à même d'être la référence : réseau de partenaires, d'idées, d'usagers, d'acteurs, etc. Selon les critères géographiques, pourtant perfectibles puisque manquent encore les critères inhérents au versant symbolique et identitaire du territoire, le constat est tout aussi décevant et non, le territoire n'est pas pensé pour la monnaie, pour qu'elle puisse atteindre les objectifs fixés que sont la circulation, la création d'emplois, les ressources exploitables, etc. Et inversement les objectifs dédiés à la monnaie ne sont pas spécifiques au territoire en tant que support préexistant. Pour celui-ci, le plus souvent, il est fait référence à celui du découpage politique : une commune, une région, un pays, mais pas toujours, puisque bassin de vie, « vieille » région, etc. peuvent aussi être nommés. Pourtant, jamais les besoins, les potentialités, les atouts, etc. ne sont annoncés. Si la proximité géographique, le local sont les éléments de la modernité économique, le chantier qui est face à nous est bien l'articulation entre les ressources territoriales de tous ordres, qui ne peuvent donc pas être prédéfinies de manière générale, et une définition d'objectifs territorialisés de la monnaie locale complémentaire.

Le propre de la monnaie locale pour ses utilisateurs est de se séparer (de l'euro, des autres monnaies locales) : il s'agit donc bien de penser son espace-support, non pas comme un réseau mais bien comme un territoire (voire éventuellement un territoire élastique) et, en aucun cas, comme le territoire d'un habiter poly-topique, voire mondialisé (M. Stock, 2006 ; O. Lazarotti, 2006 ; ou J. Levy) ou celui d'une économie mondialisée a-territoriale. Selon les sites des monnaies locales étudiés, celles-ci ambitionnent, par une « territorialisation croissante des comportements » (Guigou, 1977), un développement de l'identité d'un territoire et au fait de le démarquer, de faire preuve d'une forme d'« anti-mondialisation ». Le principal ressort repéré est la proximité, l'existence d'un réseau d'acteurs (utilisateurs et partenaires de la monnaie), de création de circuits courts, etc., comme ressource à ce développement endogène par la création de richesses. Mais, quid des autres dont « celles qui sont encore virtuelles, puisqu'elles n'existent pas tant que l'action qui va les faire naître n'est pas engagée » (Pecqueur, 2006) ? Pour apporter une réponse à notre problématique, la monnaie locale complémentaire sera effectivement un acteur territorial, si et seulement si, la question du local, de sa (ses) valeur(s), de ses relations local/global, des relations homme-espace, de la définition quantitative et qualitative des ressources et de l'explicitation de leur usage partagé sont clairement annoncés et spécifiques à chacune des monnaies. Et nous complétons par la nécessaire prise en considération de l'importance des savoirs territoriaux et de leur compréhension pour la définition des objectifs spécifiques de chacune des monnaies afin de favoriser la plus large utilisation possible, au-delà des convaincus. Sinon, et quelques échecs de monnaies locales le prouvent déjà, elles ne seront bien que des gadgets, des monnaies « de Monopoly », des monnaies ludiques en quelque sorte.

Bibliographie

- BEITONE, Alain et DANGLADE Nicolas (2017). « Les monnaies locales entre repli communautaire et libéralisme économique », *Les Possibles* No. 14 (en ligne : <http://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-14-ete-2017/debats/article/les-monnaies-locales-entre-repli-communautaire-et-liberalisme-economique>)
- BIOTEAU, Emmanuel, et Sébastien FLEURET (2014). « Quelques jalons pour une géographie de l'économie sociale et solidaire », *Annales de géographie* 2014/3 (n° 697), pp. 890-911
- BRUNET, Roger (1992). « Acteur » Dans Brunet Roger, Thierry Ferras *Les mots de la géographie dictionnaire critique*, Montpellier, Reclus-La Documentation Française
- CHAMUSSY, Henri (2015). « Le Groupe Dupont dans le renouvellement de la géographie », *Bulletin de l'association de géographes français*, 92-1 | 2015, pp. 34-41.
- CORBOZ, André (1983). « Le territoire comme palimpseste », *Diogène*, n°121, janvier-mars
- DOLLFUS, Olivier (1996). *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, 171 p.
- DENEUX, Jean François (2006). *Histoire de la pensée géographique*, Paris, Belin, 256 p.
- ELLISALDE, Bernard (2002). « Une géographie des territoires », *L'information géographique*, 66-2, pp.193-205
- ELIAS, Norbert (1985). *La société de cour*, Paris, Flammarion, 330 p.
- FERRIER, Jean Paul (1982). Prolégomènes au discours géographique suivis de discours géographique sur la région Provence Alpes Côtes d'Azur, thèse soutenue à l'Université Aix Marseille, 1049 p.
- FERRIER, Jean-Paul (1983). *Leçons du territoire. Nouvelle géographie de la région Provence Alpes-Côte d'Azur*, Aix-en-Provence, Edisud, 304 p.
- FERRIER, Jean Paul (2005). « Habiter en Méditerranée », *Méditerranée*, n° 105, pp. 95-98
- GOFFMAN, Erving (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Ed. de Minuit, 256 p.
- GUIGOU, Jean-Louis (1997). « Le paradoxe : Mondialisation-Territorialisation ». Dans LOINGER, Guy, et Jean-Claude NEMERY, *Construire la dynamique des territoires... Acteurs, institutions, citoyenneté active*, Paris, Ed. L'Harmattan
- GUYOMART, Jean Christophe (2013). « De l'état-souverain à la souveraineté subsidiaire des monnaies locales complémentaires », *Revue française de Socio-économie*, 2, n°12, pp. 51-68
- GRASLAND, Claude *et al.* (2005). « La diffusion spatiale, sociale et temporelle des pièces euro étrangères : un problème complexe », *Actes des journées de Méthodologie Statistique*, Paris, mars 2005, pp. 1-18.
- LAZAROTTI, Olivier (2006). *Habiter : la condition géographique*, Belin, 287 p.
- LEBERRE, Maryvonne (1995). « Territoires ». Dans BAILLY, Antoine, Robert FERRAS, et Denise PUMAIN (dir), *Encyclopédie de la géographie*, Paris, Économica
- MAGNAGHI, Alberto (2003). *Le projet local*, Liège, Mardaga, 128 p.

- OLIVEAU, Sébastien (2010). « Autocorrélation spatiale : leçons du changement d'échelle », *L'Espace géographique*, 39 (1), pp. 51-64.
- PECQUEUR, Bernard (2006). « Le tournant territorial de l'économie globale », *Espace et Société*, n° 124-125.
- PECQUEUR, Bernard (2007). « L'économie territoriale : une autre analyse de la globalisation », *Economie politique*, 1, n° 33, pp. 41-52
- PIOLLE, Xavier (1991). « Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité ? », *Espace géographique*, vol. 20, n° 4, pp. 349-358.
- REGNAULT, Henri (1998). « Monnaie unique, globalisation et dynamique des territoires en Europe », *Revue Région et Développement*, n°7 en ligne : http://region-developpement.univ-tln.fr/fr/pdf/R7/R7_Regnault.pdf
- STOCK, Mathis (2006). « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer des lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles » *EspaceTemps.net* [En ligne], Mis en ligne le 26 février 2006, URL : <http://www.espacestems.net/articles/hypothese-habiter-polytopique/>
- REY, Alain (1992). *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2808 p.
- RONCAYOLO, Marcel (1990). *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 288 p.
- TURC, Jean-Michel (2012). *Territoire, identité et littérature : l'exemple de la Provence de Frédéric Mistral dans Calenda*. Thèse soutenue le 18 décembre 2012, Aix Marseille Université
- VELTZ, Pierre (2000). *Le nouveau monde industriel*, Paris, Gallimard, 2000 p.